« Notre boussole est notre retour en Palestine »

A l'occasion de la journée de la terre en Palestine, 30 mars 2018

par Comité Action Palestine

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " **Journée de la Terre** " commémore cet événement partout dans le monde

où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait expulsé près d'un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s'est poursuivie sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masse, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. **Avec le développement des colonies qui volent chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab, d'al-Quds et des lieux saints, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à**

coloniser.

Pourtant, depuis la création de l'Etat d'Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société, soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France. Depuis Octobre 2015, la résistance s'est réactivée avec la mobilisation de défense de la Mosquée al-Aqsa. La judaïsation de la Palestine continue à marche forcée, avec le soutien total des Etats-Unis. Le 6 décembre 2017, le Président américain Donald Trump annonce qu'il met en application une décision du Congrès américain de 1995, en déplaçant l'ambassade américaine de Tel Aviv à al-Quds (Jérusalem). Niant de fait le droit international qui octroie un statut international à cette ville palestinienne, les Etats-Unis font d'al-Quds la capitale d'Israël, conformément au souhait des sionistes. Cette annonce est lourde de conséquences pour les Palestiniens, le monde arabo-musulman, mais aussi pour le monde entier. La décision de Donald Trump montre que les Américains apportent un soutien inconditionnel à Israël, sous forme politique, militaire et économique. Mais cette décision n'a pas brisé la volonté des Palestiniens, bien au contraire. Les masses palestiniennes et arabes se mobilisent et rappellent qu'al-Quds est la ligne rouge à ne pas franchir. Les accords d'Oslo ont été un piège. Pendant que des dirigeants palestiniens et arabes négociaient, la colonisation et l'expulsion des palestiniens s'aggravaient, les résistants étaient emprisonnés ou assassinés. La solution des deux Etats, un Etat palestinien à côté d'un Etat israélien est une promesse jamais tenue et qui ne sera jamais tenue. Qui peut encore croire que les Israéliens et les Américains sont pour la paix ? De nombreux dirigeants arabes, y compris palestiniens ont fait le jeu des sionistes et des Occidentaux qui leur promettaient un Etat palestinien. Cette fois-ci, le message de Trump est sans appel : les Palestiniens, ainsi que tous les peuples arabes et musulmans ne doivent rien attendre des impérialistes. Ils ne peuvent compter que sur leur unité et leur résistance pour libérer la terre arabe de

Palestine. La voie pacifique est une illusion. Les exemples vietnamien et algérien ont montré que l'impérialisme ne comprend que le langage de la résistance armée.

Cette initiative américaine est intervenue dans un contexte où les rapports de force dans cette région du monde ont changé. La stratégie impérialiste en Syrie a totalement échoué, le régime syrien est sorti vainqueur de la guerre l'opposant à des groupes armés soutenus financièrement et militairement par le camp occidental. Le conflit s'enlise au Yémen, véritable échec politico-militaire du bloc impérialiste, en particulier celui de la stratégie saoudienne. La Turquie, qui affichait sans scrupule son soutien aux forces anti-Assad, se trouve aujourd'hui plus que jamais isolée sur le plan géopolitique. L'impérialisme, avec ses vassaux arabes et turc, est en très grande difficulté malgré les moyens militaires et financiers gigantesques mis en œuvre pour soumettre les peuples arabes.

En France, les attentats de 2015 ont conduit à un renforcement du tout sécuritaire, consacré notamment par la volonté de criminalisation de l'antisionisme et des soutiens au peuple palestinien. Le soutien inconditionnel de l'Etat français à l'entité sioniste s'exprime par la répression des mouvements antisionistes et des forces populaires issues de l'immigration, naturellement solidaires de la lutte palestinienne. La prise d'otage à Trèbes et le meurtre de Mireille Knoll, d'origine juive, sont prétexte à alimenter le racisme anti-arabe et l'islamophobie. La marche blanche contre l'antisémitisme initiée par le CRIF le 28 mars est révélatrice d'une évolution inquiétante. Toute la classe politique a répondu présent à l'appel à manifestation lancé par le CRIF, organisation dont le soutien à la politique colonialiste et raciste de l'entité sioniste est avéré. Le CRIF peut même délivrer les certificats de bonne fréquentation : le dirigeant de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, pourra méditer longtemps l'humiliation subie car il a été contraint de quitter la manifestation sous les huées des militants

sionistes.

Le mouvement sioniste voudrait que le monde marche sur sa tête : faire des juifs des victimes absolues pour légitimer le crime colonial en Palestine et la répression des soutiens à la noble cause du peuple palestinien.

Le 30 mars est une journée qui rappelle au monde que les Palestiniens sont toujours debout pour libérer leur terre. A cette occasion, ils vont organiser, selon le leader du Djihad islamique, « une manifestation massive aux abords de la bande de Gaza, une marche pour le retour en Palestine, pour montrer au monde entier que les Palestiniens refusent le deal américain, la judaïsation d'al-Quds et de la Palestine, la suppression du droit au retour des réfugiés. »

Il est urgent, et en écho avec la résistance en Palestine, de s'organiser pour construire un mouvement antisioniste uni autour de principes anticolonialistes clairs que sont les principes d'auto-détermination et de libération de toute la Palestine arabe.

photo: Algérie Presse Service